



Bulletin mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Décembre 2004

Les Principales Tendances

CHIFFRES PROVISOIRES

Situation des charges et ressources du Trésor

*

Recettes

*

Dépenses

*

Financement

L'exécution de la loi de finances 2004, telle qu'elle ressort de la situation des charges et ressources du Trésor, fait apparaître un déficit du Trésor de 12,8 MM.DH, soit moins de 3% du PIB. Ce déficit est le résultat :

- de recettes ordinaires de 108 MM.DH, en hausse de 6% par rapport à leur niveau de fin décembre 2003 et en dépassement des prévisions de la loi de finances en dépit de la non réalisation de la totalité des 2 MM.DH de privatisation prévus ;
- de dépenses globales de 124,1 MM.DH, en progression de 5,6% par rapport à fin décembre 2003. Il n'a été enregistré aucune économie par rapport aux prévisions de la loi de finances ;
- d'un excédent de 3,4 MM.DH enregistré au niveau des compte spéciaux du Trésor, contre 2,4 MM.DH un an auparavant.

Pour financer son déficit, auquel s'ajoute le flux négatif de la dette extérieure de 8,1 MM.DH, le Trésor a eu recours aux financements intérieurs nets pour 21,8 MM.DH auxquels le marché des adjudications a contribué pour 17,7 MM.DH.



SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

M.DH

	DECEMBRE 2003	LF04 (*)	DECEMBRE 2004	Taux de réel	Evol %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>101 616</u>	<u>107 245</u>	<u>107 887</u>	<u>101</u>	<u>6</u>
1.1- Recettes fiscales	83 447	83 268	88 249	106	6
- Impôts directs	33 363	33 230	36 468	110	9
- Impôts indirects	34 138	34 468	34 863	101	2
- Droits de douane	10 650	10 218	11 413	112	7
- Enregistrement et timbres	5 296	5 352	5 505	103	4
1.2- Recettes non fiscales	14 941	20 097	16 082	80	8
- Monopoles	5 041	5 676	7 135	126	42
- Domaine	184	178	175	99	-5
- Autres recettes	3 408	2 243	3 563	159	5
- Privatisation	6 308	12 000	5 208	43	-17
1.3- Recettes de certains CST	3 228	3 880	3 557	92	10
- Fonds de soutien des prix	1 908	1 810	1 960	108	3
- Fonds spécial routier	1 320	2 070	1 597	77	21
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>97 543</u>	<u>100 439</u>	<u>102 037</u>	<u>102</u>	<u>5</u>
- Biens et services	75 493	78 410	79 838	102	6
Personnel(BG)	53 719	54 816	56 623	103	5
Autres biens et services	21 774	23 594	23 215	98	7
- Intérêts de la dette	17 161	17 629	17 397	99	1
Intérieure	14 169	14 548	15 059	104	6
Extérieure	2 992	3 081	2 338	76	-22
- Compensation	4 889	4 400	4 802	109	-2
dont Fonds de soutien des prix	1 993	1 810	2 212	122	11
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>4 073</u>	<u>6 806</u>	<u>5 850</u>	<u>85</u>	<u>44</u>
<u>4- INVESTISSEMENT</u>	<u>20 090</u>	<u>21 306</u>	<u>22 059</u>	<u>104</u>	<u>10</u>
dont Fonds Spécial Routier	1 183	2 070	1 560	75	32
<u>5- SOLDE DES C.S.T</u>	<u>2 435</u>	<u>96</u>	<u>3 445</u>		<u>41</u>
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>-13 582</u>	<u>-14 404</u>	<u>-12 764</u>		<u>-6</u>
<u>7- VARIATION DES INSTANCES</u>	<u>-2 098</u>		<u>-1 010</u>		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT</u>	<u>-15 680</u>	<u>-14 404</u>	<u>-13 774</u>		
<u>9- FINANCEMENT INTERIEUR</u>	<u>27 258</u>	<u>16 563</u>	<u>21 831</u>		
Adjudications	27 183		17 723		
Bons à 6 mois	318		-1 306		
Autres emprunts	-7 788		-4 075		
Dépôts au trésor	-1 165		907		
Cpte Courant du Trésor à BAM	1 234		121		
Autres opérations	7 476		8 461		
<u>10- FINANCEMENT EXTERIEUR</u>	<u>-11 578</u>	<u>-2 159</u>	<u>-8 292</u>		
Tirages et dons	7 731	6 203	4 056		
Amortissements	19 309	8 362	12 113		

(*) Chiffres loi de finances après ventilation des dépenses imprévues entre personnel, compensation et «autres biens et services»



RECETTES ORDINAIRES

M.DH

CHIFFRES PROVISOIRES

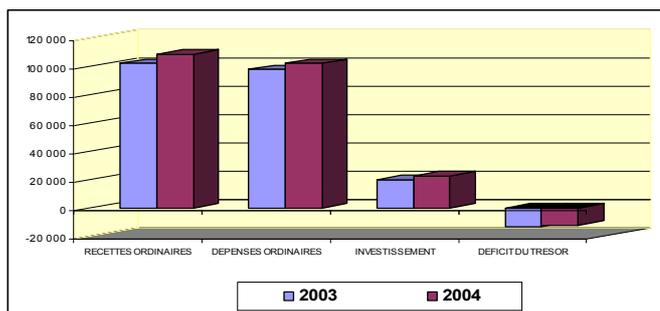
	DECEMBRE 2003	LF04	DECEMBRE 2004	Taux de réal	Evol %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>83 447</u>	<u>83 268</u>	<u>88 249</u>	<u>106</u>	<u>6</u>
IMPÔTS DIRECTS	33 363	33 230	36 468	110	9
Impôt des Patentes	309	300	321	107	4
Impôt sur les Sociétés	14 534	12 858	15 857	123	9
I.G.R	17 783	19 337	19 583	101	10
Taxe Urbaine	68	80	80	101	18
Majorations de retard	449	620	457	74	2
Autres	221	35	169	483	-23
DROITS DE DOUANE	10 650	10 218	11 413	112	7
IMPÔTS INDIRECTS	34 138	34 468	34 863	101	2
TIC	15 880	15 369	14 514	94	-9
Tabacs	5 349	5 424	5 139	95	-4
Produits Énergétiques	9 445	8 849	8 509	96	-10
Autres	1 086	1 096	866	79	-20
TVA	18 258	19 099	20 349	107	11
T.V.A - intérieure	8 052	8 913	8 570	96	6
T.V.A - importation	10 206	10 186	11 779	116	15
ENREGISTREMENT ET TIMBRE	5 296	5 352	5 505	103	4
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>14 941</u>	<u>20 097</u>	<u>16 082</u>	<u>80</u>	<u>8</u>
-	-	-	-	-	-
DOMAINE	184	178	175	99	-5
MONOPOLES	5 041	5 676	7 135	126	42
PRIVATISATION	6 308	12 000	5 208	43	-17
FONDS DE CONCOURS	652	0	352		-46
REC. EN ATTENUATION DE DEPSES.	694	551	850	154	
AUTRES PRODUITS	2 062	1 692	2 361	140	15
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>3 228</u>	<u>3 880</u>	<u>3 557</u>	<u>92</u>	<u>10</u>
-					
FDS SOUTIEN PRIX ALIMENTAIRES	1 908	1 810	1 960	108	3
FDS SPECIAL ROUTIER	1 320	2 070	1 597	77	21
<u>TOTAL DU BUDGET GENERAL</u>	<u>101 616</u>	<u>107 245</u>	<u>107 887</u>	<u>101</u>	<u>6</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Au terme de l'année 2004, les principaux postes de la situation des charges et ressources du Trésor ont évolué comme suit :

- 1- Les recettes ordinaires sont en progression de 6%, soit 108 MMDH contre 101,6 MM.DH à fin décembre 2003 ;
- 2- Les dépenses globales (ordinaires + investissement) sont de de l'ordre de 124,1 MM.DH et augmentent de près de 5,6% ;
- 3- Le déficit du trésor atteint 12,8 MM.DH, soit moins de 3% du PIB;
- 4- La baisse du volume des instances est de 1 MM.DH ;
- 5- Le financement intérieur est sollicité à hauteur de 21,8 MM.DH



LES RECETTES ORDINAIRES

A fin décembre 2004, le volume des recettes ordinaires augmente de 6% comparativement à fin décembre 2003, soit 108 MM.DH contre 101,6 MM.DH. Plus de 81% de ces recettes sont de nature fiscale.

L'augmentation des recettes fiscales, de l'ordre de 6%, est le résultat des évolutions différenciées des impôts directs (9%), des droits de douane (7%), des impôts indirects (2%) et de l'enregistrement et du timbre (4%).

Les recettes non fiscales sont en hausse de 8% en raison essentiellement du rythme d'accroissement des recettes de produits de monopoles (42%) ainsi que des recettes de l'opération de privatisation d'IAM à travers la bourse (4,4 MM.DH) et de la BCP (760 M.DH)

Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont augmenté globalement de 6% à fin décembre 2004, en raison essentiellement de la bonne tenue des recettes d'impôts directs (9%) et des droits de douane (7%), soit 88,2 MM.DH contre 83,4 MM.DH à fin décembre 2003. De ce fait, les réalisations ont atteint 106% des prévisions de la loi de finances.

L'impôt sur les sociétés

Les recettes nettes réalisées au titre de l'impôt sur les sociétés ont atteint 15,9 MM.DH et ce, malgré le volume des restitutions particulièrement importants en 2004. Elles enregistrent ainsi une augmentation de 9% par rapport à fin décembre 2003 et un taux de réalisation des prévisions de 123%.

Ces recettes restent toujours dominées par les versements effectués au titre des activités liées aux télécommunications et au secteur bancaire.

L'impôt général sur le revenu

Le montant des recettes réalisées au titre de l'IGR a été de 19,6 MM.DH à fin décembre 2004, soit un accroissement de 10% par rapport à l'année précédente et un taux de réalisation des prévisions de la LF de 101%. Les retenues salariales en constituent 79% et sont en hausse de 10% par rapport à fin décembre 2003 grâce au volume des prélèvements sur les salaires du secteur public (6,4 MM.DH contre 5,6 MM.DH en 2003).

	déc-03	déc-04	Evol. en %	Structure IGR 2004
IGR total	17 764	19 582	10%	100
1- Retenues salariales⁽¹⁾ :	14 100	15 530	10%	79
- IGR prélevé par PPR	5 607	6 360	13%	32
- Autres retenues ⁽²⁾	8 493	9 170	8%	47
2- Autres	3 664	4 051	11%	21

L'évolution des retenues PPR (13%) fait suite à la mise en application des différentes réformes de statuts et à la revalorisation des indemnités de certaines catégories de fonctionnaires.

Les droits de douane

En augmentation de 7%, les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 112% des prévisions de la loi de finances.

Les impôts indirects

se sont élevés à 34,9 MM.DH et sont en hausse d'à peine 2% par rapport à fin décembre 2003. Cette faible évolution est le résultat de la hausse (11%) des recettes de la TVA et de la baisse de 9% des recettes des TIC.

Il est à noter que si les recettes de la TVA à l'importation augmentent de 15%, celles relatives à la TVA intérieure n'augmentent que de 6% contrairement aux rythmes enregistrés au cours des 3 premiers trimestres de l'exercice. La raison de cette baisse de rythme est imputable aux restitutions des deux derniers mois (1,4 MM.DH).

L'enregistrement et timbre

Les recettes relatives aux droits de l'enregistrement et du timbre s'améliorent de 4% alors que les prévisions de la LF 2004 tablaient sur un accroissement de 5,6%.

Les recettes non fiscales

En augmentation de 8% par rapport à fin décembre 2003, les recettes non fiscales atteignent 16 MM.DH contre 14,9 MM.DH l'année précédente.

CHIFFRES PROVISOIRES

Les recettes de monopoles

Les versements de dividendes, effectués par IAM à fin décembre 2004, ont rapporté 3,4 MM.DH contre 1,7 MM.DH en 2003, et ont contribué au relèvement substantiel des recettes des produits de monopoles de 42%, soit 7,1 MM.DH contre 5,0 MM.DH en 2003.

	déc-03	LF 2004	déc-04	Variation	Taux de Réal
B.A.M	1 682	1 649	1 642	-2%	100
I.A.M	1 725	1 270	3 430	99%	270
C.D.G	270	400	330	22%	83
O.N.T	195	20	20		100
A.N.C.F.C.C	100	400	483		121
O.C.P	626	1 278	642	3%	50
Divers	440	659	585	33%	89
TOTAL	5 038	5 676	7 132	42%	126

Les recettes des privatisations

Les recettes des privatisations prévues pour 12 MM.DH ont été réalisées à hauteur de 43%, soit près de 5,2 M.DH provenant de la cession en bourse d'une partie du capital de la BCP (760 M.DH) et d'IAM (4,4 MM.DH)

Les recettes non fiscales intègrent également :

- ✘ les recettes en atténuation de dépenses provenant essentiellement des plus-values sur adjudications par assimilation : 850 M.DH ;
- ✘ la redevance gazoduc : 787 M.DH ;
- ✘ les intérêts sur placements et avances : 273 M.DH ;
- ✘ les fonds de concours : 352 M.DH ;

Au vu des *données provisoires* arrêtées à fin décembre 2004, les **recettes brutes sur rôles** réalisées au titre des impôts et taxes émis par voie de rôles (TVA , Patentes et TU) ont atteint 10,2 MM.DH contre 9,3 MM.DH à fin décembre 2003 soit une augmentation de 11% engendrée essentiellement par le rythme des recouvrements de la TVA (106%).

Quant aux recouvrements bruts sur déclarations, ils ont augmenté d'environ 14% par rapport à l'année dernière.

Il faut noter que, compte tenu du montant des annulations en hausse de 32%, **les recettes nettes sur rôles** n'augmentent qu'à peine de 5,5%. En effet, le volume provisoire des annulations est passé de 1,9 MM.DH à fin décembre 2003 à près de 2,5 MM.DH à fin décembre 2004.

D'autre part, les recettes nettes sur déclaration n'augmenteraient que de 10% du fait des restitutions qui ont plus que doublé passant de 1,9 MM.DH en 2003 à plus de 4,0 MM.DH à fin décembre 2004. Le volume de ces restitutions a été élevé au cours des mois d'octobre, novembre et décembre et a concerné pour plus de la moitié la TVA dont les restitutions ont plus que doublé.

RECETTES BRUTES SUR ROLES

	déc-03	déc-04	Evolution en %
T.V.A	573	1 181	106%
I.S	1 532	1 172	-23%
I.G.R	2 045	2 288	12%
Autres	5 110	5 633	10%
TOTAL	9 260	10 274	11%

ANNULATIONS (sur rôles) ET RESTITUTIONS (sur déclarations)

	déc-03			déc-04			Evol en %
	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit. (Décl.)	Total	
T.V.A	339	1 183	1 522	731	2 521	3 252	114%
I.S	540	642	1 182	563	1 429	1 992	69%
I.G.R	148	23	171	373	49	422	147%
Autres	833	36	869	797	17	814	-6%
TOTAL	1 860	1 884	3 744	2 464	4 016	6 480	73%

LES DEPENSES

Les dépenses imputées au **budget général** se sont établies à près de 143,1 MM.DH à fin décembre 2004, soit une hausse de 1,6% par rapport à leur niveau de fin décembre 2003 en raison, essentiellement de la baisse des dépenses afférentes à la dette publique (8,3%). La structure de ces dépenses reste dominée, comme par le passé, par le fonctionnement (58%) suivi de la dette publique (28%) et de l'investissement (14%).

DEPENSES DU BUDGET GENERAL

	déc-03	LF 2004	Déc-04	Réalisé	Var	%
Fonctionnement	77 978	81 047	82 316	102	5,6%	57,6%
Investissement	18 635	27 974	20 160	72	8,2%	14,1%
dont reports		8 779				
Dette publique	44 301	41 626	40 623	98	-8,3%	28,3%
TOTAL	140 914	150 647	143 099	95	1,6%	100,0%

LES DEPENSES ORDINAIRES

Les dépenses ordinaires (102 MM.DH) ont été réalisées à 102% des prévisions de la loi de finances et ont enregistré une progression de 5% par rapport à leur niveau de fin décembre 2003. Cette évolution a été imprimée essentiellement par l'accroissement des dépenses en biens et services qui ont augmenté de 5% et une légère hausse des intérêts de la dette publique (1%) ainsi qu'une baisse de la compensation de l'ordre de 2%.



Les dépenses en biens et services ont été de l'ordre de 79,8 MM.DH contre 75,3 MM.DH à fin décembre 2003, soit une progression de 6% et un taux de réalisation des prévisions de 102%.

DEPENSES EN BIENS ET SERVICES					
	déc-03	LF 2004	déc-04	Réalisé	Variation
Personnel	53 225	54 816	56 623	103%	6%
Matériel	15 785	15 881	15 974	101%	1%
Sub & Transf (charges communes)	6 295	7 568	7 241	101%	15%
Dépenses imprévues		192			
TOTAL	75 305	78 457	79 838	102%	6%

Près de 70% de ces dépenses sont consacrées au chapitre personnel qui atteint 56,6 MM.DH et progresse de 6% par rapport à fin décembre 2003 sous l'effet de la mise en application des accords du dialogue social portant sur la revalorisation des salaires et indemnités de certaines catégories de fonctionnaires.

Les dépenses de matériel ont enregistré une hausse d'à peine 1% par rapport à leur niveau de fin décembre 2003 et ont été exécutées à hauteur de 101% des prévisions (compte tenu du solde des opérations du BA et des SEGMA).

Les dépenses au titre des subventions et transferts (7,2 MM.DH) ont bénéficié principalement à la CMR au titre de la part patronale de l'Etat pour un montant de 4,7 MM.DH contre 3,1 MM.DH en 2003.

Les charges en intérêts de la dette ont atteint 17,4 MM.DH, soit une légère hausse de 1% par rapport à fin décembre 2003. Ceci résulte de l'augmentation (6%) des charges en intérêts de la dette intérieure conjuguée à la baisse (22%) des intérêts de la dette extérieure.

Ainsi, l'effort consenti au niveau de la gestion active de la dette extérieure se trouve complètement absorbé par le poids de plus en plus grand de l'encours de la dette intérieure.

La Compensation Les dépenses afférentes au soutien des prix (Caisse de compensation et Fonds spécial de soutien des prix) totalisent 4,8 MM.DH à fin décembre contre 4,9 MM.DH l'année précédente.

Le solde ordinaire qui se dégage des recettes ordinaires et des dépenses ordinaires s'établit ainsi à près de 5,8 MM.DH contre 4,3 MM.DH à fin décembre 2003. Ce montant n'a permis de financer que 26% des dépenses d'investissement qui se chiffrent globalement à 22,1 MM.DH à fin décembre 2004.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement enregistrent une augmentation de 11% par rapport au niveau enregistré à fin décembre 2003. Elles tiennent compte des émissions du budget général (20,2 MM.DH), du BA de la RTM et des SEGMA (339 MDH) et du compte spécial « Fonds routier » (1,6 MM.DH).

Les émissions de dépenses d'investissement au titre du *budget général de l'Etat*, se répartissent en subventions et transferts (13,1 MM.DH) et en projets initiés par les départements ministériels (7 MM.DH).

Emissions d'investissement du Budget Général					
	déc-03	LF 2004	déc-04	Réalisé	Variation
1- Investissements directs	6 825	12 561	7 017	56%	3%
2- Subventions et transferts :	11 810	15 413	13 143	85%	11%
2.1- sur charges communes :	5 425	6 484	6 614	102%	22%
Dettes des Etablis. Publics	1 571	2 191	2 188	100%	39%
Augmentation capital des Etablissements Publics	1 416	1 818	1 818	100%	28%
Concours divers	1 993	2 190	2 213	101%	11%
Ristournes d'intérêt et risque de change	445	285	395	139%	-11%
2.2- autres subventions (ministères)	6 385	8 929	6 529	73%	2%
TOTAL	18 635	27 974	20 160	72%	8%

S'agissant des subventions et transferts sur charges communes (6,6 MM.DH), celles-ci ont concerné essentiellement le paiement de la dette des établissements publics (2,2 MM.DH), l'augmentation du capital des établissements publics (1,8 MM.DH) et les concours divers (2,2 MM.DH).

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du mois de décembre 2004, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 27,8 MM.DH, soit un taux de réalisation de 116% des prévisions. Ces recettes concernent principalement les comptes d'affectation spéciale (22,8 MM.DH).

Les dépenses ont, pour leur part, atteint 24,6 MM.DH dont près du tiers des émissions ont bénéficié au compte spécial "part TVA des collectivités locales".

	RECETTES				DEPENSES			
	déc-03	LF 04	déc-04	Réal	déc-03	LF 04	déc-04	Réal
C.A.S	20 439	19 019	22 772	120	19 014	19 019	20 394	107
TVA des CL	7 825	8 185	8 721	107	7 710	8 185	8 417	103
Soutien prdts alim	1 908	1 810	1 960	108	1 993	1 810	2 212	122
Fds Sp. Routier	1 320	2 070	1 597	77	1 183	2 070	1 560	75
Fds dév. Agricole	1 198	600	934	156	719	600	656	109
Fds emploi domanial	935	697	1 161	167	478	697	520	75
Autres	7 253	5 657	8 399	160	6 931	5 657	7 029	0
Cptes de prêts	739	338	318	94	88	180	76	42
C. Dép Dotation	4 062	4 681	4 706	101	3 641	4 681	4 062	87
Autres CST	95	8	9	113	70	70	43	61
TOTAL	25 335	24 046	27 805	116%	22 813	23 950	24 575	103%



CHIFFRES PROVISOIRES

Ainsi, l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé à fin décembre 2004 un solde positif de 3,2 MM.DH.

Le déficit global du Trésor *Le déficit global du trésor* est de l'ordre de 12,8 MM.DH contre 13,1 MM.DH à fin décembre 2003.

Les instances de visa et de règlement Leur montant s'est établi à 1,7 MM.DH à fin décembre 2004 contre 2,7 MM.DH au début de l'exercice, soit une réduction d'un milliard de dirhams profitant à l'ensemble des partenaires du trésor aussi bien privés que publics.

	DECEMBRE 2003	DECEMBRE 2004
Fonctionnement	1 488	786
- Entreprises privées	1 055	737
- Etablissements publics	433	49
Investissement	521	420
- Entreprises privées	335	378
- Etablissements publics	186	42
Comptes spéciaux du Trésor	700	493
- Entreprises privées	337	458
- Etablissements publics	363	35
Total	2 709	1 699

LE FINANCEMENT

Compte tenu du besoin de financement du Trésor qui est de l'ordre 13,8 MM.DH et du solde négatif du financement extérieur de 8,3 MMDH, le financement intérieur a été sollicité pour 22,1 MM.DH à fin décembre 2004.

Le financement extérieur

Le financement extérieur est négatif de 8,3 MM.DH à fin décembre 2004. Il résulte d'un flux d'amortissements (12,3 MM.DH) dépassant largement le montant des tirages et dons (4,1 MM.DH) à fin décembre 2004.

Les recettes d'emprunts extérieurs intègrent d'une part 494 M.DH de dons ainsi que des tirages provenant des principaux bailleurs de fonds suivants :

- ✘ B.I.R.D. : 1.128 M.DH ;
- ✘ B.A.D : 884 M.DH ;
- ✘ F.M.A : 911 M.DH.

Il faut rappeler que les montants des élevés constatés l'année dernière au niveau des amortissements tiennent au fait que le trésor avait procédé à un remboursement par anticipation d'une partie de la dette onéreuse envers la BAD d'environ 4 MM.DH financé entièrement par le recours au marché financier international à des taux avantageux.

Le financement intérieur

Le financement intérieur a été sollicité pour 22,1 MM.DH. Il résulte:

- ✘ du recours aux adjudications pour 17,7 MM.DH ;
- ✘ du remboursement pour 4,1 MM.DH des autres emprunts intérieurs ;
- ✘ du flux net négatif de 1,3 MM.DH au titre des bons du Trésor à 6 mois ;
- ✘ de la hausse de 907 M.DH des dépôts au Trésor par rapport à fin décembre 2003 ;
- ✘ et de la baisse de 121 M.DH des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

Le marché des adjudications La principale source de financement des besoins du trésor est constituée des émissions de bons du trésor par voie d'adjudications, soit 97% de l'encours de la dette publique intérieure à fin novembre 2004..

L'encours de la dette intérieure Est en progression de 4,3% par rapport à son niveau à fin décembre 2003. Cette évolution résulte d'une hausse de l'encours des bons du Trésor émis par voie d'adjudication de 9% et d'une baisse des autres compartiments de la dette intérieure de 44%.

	Déc 03	Sscrptions	Rembrsmts	déc-04
Adjudications	197 100	75 197	57 471	214 826
13 semaines	700	2 376	2 066	1 010
26 semaines	5 210	2 145	6 201	1 154
52 semaines	17 621	17 545	19 274	15 892
2 ans	26 942	4 323	18 654	12 611
5 ans	69 155	22 395	7 701	83 849
10 ans	48 521	10 553	3 575	55 499
15 ans	28 927	13 265	0	42 192
20 ans	24	2 595	0	2 619
Bons à 6 mois	2 873	4 824	6 130	1 567
Autres	9 439	12	4 089	5 362
Total	209 412	80 033	67 690	221 755

Les dépôts au Trésor ont atteint près de 29,5 MM.DH à fin décembre 2004, soit une légère diminution de 907 M.DH par rapport à leur niveau à fin décembre 2003.

ENCOURS DES DEPOTS AU TRESOR			
	DEC 2003	DEC 2004	VAR
Agence Bancaire Centrale	21 304	21 203	-0,5
Réseau	7 299	8 307	13,8
ENSEMBLE	28 603	29 510	3,2



CHIFFRES PROVISOIRES

Les disponibilités du Trésor

auprès de Bank Al-Maghrib ont atteint
un million de dirhams contre 122 M.DH
à fin décembre 2003.

